

Pierre Bourdieu et la critique sociale ¹

Par Jean Blairon

UNE TÂCHE EN PARTIE PARADOXALE

Il ne paraît pas possible de tenter de répondre à la question « quel apport de la sociologie de Bourdieu pour les luttes sociales ? » sans se souvenir que l'auteur avait affirmé avoir « pour principe de dire ce qu'il y a de plus difficile à avaler pour le public auquel je parle »². Il relate ainsi une de ses interventions à la Semaine de la pensée marxiste :

« J'avais à ma droite Juquin, fils de cheminot, et Cognot, tous deux agrégés de l'université, parvenus de la culture, qui m'avaient invité mais en mourant de peur de ce que j'allais dire. Et évidemment je ne les avais pas ratés (...). Cette histoire n'est pas anecdotique. Elle fait comprendre une des réactions les plus violentes à ce que j'avais fait et qui est venue de la base du parti communiste, c'est-à-dire des miraculés de l'école, qui avaient deux raisons de m'en vouloir : ils m'en voulaient premièrement de dire leur inconscient, ce qu'ils avaient refoulé ; et ils m'en voulaient aussi et surtout, en tant qu'intellectuels, en tant qu'analystes, en tant que responsables politiques, de dire ce qu'ils auraient dû dire. »³

Cette attitude, aussi brutale qu'elle ait pu être parfois, trouvait son fondement, aux yeux de Pierre Bourdieu, dans son souhait « (...) de donner une véritable efficacité à la critique intellectuelle. Il s'agit de donner une force sociale à la critique intellectuelle et une force intellectuelle à la critique sociale ; en excluant au départ la posture du « compagnon de route » qui avale toutes les couleuvres au nom de la discipline et le rêve léniniste de l'intellectuel disciplinant un appareil ouvrier. Il est certain que la situation d'intellectuel libre -ou, si l'on veut, « irresponsable » - est la condition d'une analyse politique libre, et en particulier d'une analyse libre du monde politique. J'entends pour ma part défendre sans complexes cette position contre tous les « responsables » qui font passer les intérêts des organisations avant l'intérêt pour la vérité, contre tous ceux qui parlent avec un PC sur la langue. »⁴

Symétriquement, Bourdieu était acerbe contre « ce corps de lieux communs, élaborés dans des lieux de rencontre spécialement aménagés afin de favoriser les échanges entre « penseurs » en mal de pouvoir et puissants en mal de pensée. »⁵

La tâche que s'était donnée Pierre Bourdieu n'était donc pas exempte de paradoxes, d'abord parce qu'il n'a cessé de plaider pour la constitution d'un mouvement social européen regroupant, nous allons le voir, syndicats, associations et intellectuels, tout en prenant chacun de ces acteurs systématiquement

1 Il s'agit du texte d'une intervention réalisée au Cepag le 19 mars 2009 devant des animateurs issus de toutes les centrales syndicales. Une journée était consacrée à l'étude de l'apport possible de la sociologie de Pierre Bourdieu pour les luttes syndicales ; elle faisait suite à une autre journée consacrée à l'oeuvre de Karl Marx.

2 P. Bourdieu, « Retour sur la réception des Héritiers et de La reproduction », in *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 74.

3 *Ibidem*. Pierre Bourdieu fait allusion à sa thèse sur l'école, qu'il formule ainsi : « Ceux que l'école a libérés sont plus que tous les autres enclins à croire en l'école libératrice. Aliénés par leur libération, ils mettent leur foi en l'école libératrice au service de l'école conservatrice qui doit au mythe de l'école libératrice une part de son pouvoir de conservation. »

4 P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 168.

5 P. Bourdieu, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 221.

à rebrousse-poil ; ensuite, parce que ces interventions « engagées » semblaient contredire, aux yeux de certains, sa propre prétention à la liberté et à « l'irresponsabilité »⁶.

Venir parler de cette tâche paradoxale à des acteurs syndicaux ne peut que rejouer, d'une certaine manière, à d'autres niveaux, ce paradoxe.

Je vais donc assumer cette difficulté en présentant une série de schèmes opératoires construits à partir de l'étude du travail de Bourdieu et que nous utilisons très régulièrement dans nos interventions institutionnelles dans le secteur associatif comme le secteur public.

En dépliant ces schèmes, il faut reconnaître que l'impression prévaut qu'il s'agit souvent d'occasions manquées pour que se manifeste un mouvement social qui réunirait les syndicats et les associations.

Si la pensée de Bourdieu peut être considérée par nous comme une base de réflexion pour l'action sociale en tenant compte des paradoxes évoqués plus haut, c'est bien pour nous permettre de nous interroger ensemble sur de telles « occasions manquées », sur les raisons qui ont produit cette non-rencontre, sur l'intérêt éventuel qu'il y aurait à changer de cap.

Nous procéderons donc en présentant le résumé de quelques thèses de Pierre Bourdieu en les illustrant par des exemples tirés de la réalité belge, sachant qu'on pourrait, mutatis mutandis, malheureusement, leur trouver des équivalents dans les autres pays européens notamment.

UNE PENSÉE DE LA DOMINATION

La sociologie critique de Pierre Bourdieu nous aide à tout le moins à penser la domination qui s'exerce dans la société, que ce soit au niveau des structures (les inégalités et violences produites par les « marchés » : du travail, du logement, mais aussi le marché scolaire, le marché financier, etc.) ou au niveau des interactions (Pierre Bourdieu évoquait souvent les violences peu visibles qui échappent aux regards comme aux sanctions, comme des comportements de mépris, de stigmatisation, etc.).

Son article « La main invisible des puissants », publié en 2000 synthétise en quelque sorte son raisonnement en la matière, outre le fait qu'il constitue une anticipation très interpellante de la crise financière, économique et sociale que nous vivons quelque dix ans plus tard.

Le titre de l'article condense d'une certaine manière le point de vue auquel se place l'auteur :

- la théorie de « la main invisible », qui est invoquée pour avancer que les marchés se régulent d'eux-mêmes, est fermement critiquée ;
- il y a une invisibilité de la domination dans la société, elle doit faire l'objet d'un dévoilement ;
- la domination est le fait d'acteurs (les « puissants »), dont la responsabilité peut être établie, même s'ils sont eux-mêmes pris dans des contraintes de structure (« les dominants de ce jeu sont dominés par les règles du jeu qu'ils dominent. »⁷)

Le raisonnement que développe Bourdieu est le suivant.

Il constate d'abord que nous avons une Europe de tout (des banques et des banquiers, des entreprises et des patrons, des polices et des policiers, bientôt des armées et des militaires) sauf une Europe des syndicats et des associations et une Europe des artistes, des écrivains et des savants.

Il s'agit d'un paradoxe, puisque la tradition européenne est précisément celle d'un mouvement social critique, qu'il conviendrait donc de rendre à nouveau effectif.

6 Luc Boltanski, par exemple, commente ainsi le film réalisé sur le travail de Bourdieu *La sociologie est un sport de combat* en disant « J'ai eu tendance à l'interpréter comme une sorte de renoncement de Bourdieu à lui-même, comme s'il avait été happé par l'homme devenu, parfois à son corps défendant, public, n'opposant plus la même résistance que par le passé aux demandes de ce qu'il appelait « le champ politique » (...) » *Rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008, p. 173.

7 P. Bourdieu, « La main invisible des puissants », in *Contre-feu*, 2, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 45.

Un tel mouvement critique (à la fois social et culturel) serait seul capable de s'opposer aux maîtres du capital financier et du capital culturel, qui ne sont ce qu'ils sont que parce que leurs positions structurelles les font dominer le champ dans lequel ils sont situés.

Ainsi, au niveau du champ financier, il convient de ne pas se laisser abuser par le conflit qui oppose les managers (« ces PDG qui sont susceptibles d'être remerciés ou congédiés (le plus souvent avec de formidables indemnités) en fonction de l'examen de la « valeur actionnariale » qu'ils ont dégagée ou ces cadres qui sont payés à court terme au pourcentage des affaires qu'ils apportent »⁸) et les owners (les petits porteurs individuels d'actions).

Les maîtres du champ financier sont les gestionnaires des grandes institutions qui dominent ce champ et disposent d'un « formidable pouvoir de pression tant sur les entreprises que sur les Etats »⁹.

L'impératif du profit à court terme (ce que d'aucuns appellent ironiquement le revenu actionnarial minimum garanti) impose une dérégulation maximum, qui implique elle-même une dérégulation maximum du marché du travail, c'est-à-dire l'institution de l'insécurité et la précarité institutionnalisées.

Mais cette **politique** ne peut être réellement efficace que si elle s'accompagne d'une démolition des institutions qui composent la « main gauche de l'Etat », soit des institutions qui assurent un minimum de sécurité d'existence.

Nous pensons que cette démolition, pour être acceptée, n'a pu s'opérer que de manière indirecte ; nous croyons pouvoir déceler deux manières conjuguées, qui sont de fait culturelles.

D'abord, il s'est agi de délégitimer voire de détruire la culture des services publics, basée sur une part de désintéressement et d'engagement militant, en prétendant que les « moderniser » ne peut se faire qu'en les gérant, puis en les considérant comme des entreprises ; ce démantèlement culturel s'est fait notamment sous l'impulsion des hauts fonctionnaires transformés en « top managers » et jugés sur leurs « résultats » (c'est-à-dire sur la progression du mouvement de démantèlement des droits des laissés pour compte).

Ensuite, on transforme les associations qui luttent pour l'égalité et la solidarité en réorientant leur travail vers la gestion d'une prétendue « insécurité », d'une part, ou la traque d'une opportune « fraude sociale », d'autre part. C'est le cas notamment dans le secteur de l'aide à la jeunesse (toujours menacé de travailler dans une optique devenue sécuritaire), ou dans le secteur de l'insertion (qui devrait contribuer à une politique du « renseignement » généralisé).

Nous pensons que cette **conjonction de l'institution de l'insécurité dans le marché du travail et d'une transformation du travail social en mode d'accompagnement de la reconversion collective au néo-libéralisme**¹⁰ (sous le mode « actif » d'une politique des « renseignements généraux cumulés », souvent menée au nom d'une « prévention » de tout et n'importe quoi) a été une des grandes occasions manquées par les syndicats et les associations ; le mouvement social critique n'a pas pu dénoncer suffisamment conjointement et suffisamment effectivement le cumul des effets qui s'opérait et les affaiblissait respectivement¹¹.

Un autre grand rendez-vous plutôt manqué a été la fragmentation des luttes relatives au capital culturel et notamment au capital scolaire.

Pierre Bourdieu évoque ainsi que la montée en puissance d'une économie « immatérielle » produit et est permise par une dualisation culturelle, qui s'appuie sur « des structures bien réelles ».

8 *Op.cit.*, p. 44.

9 *Ibidem*, p. 45.

10 *Ibidem*, p. 53.

11 Même si des prises de position diverses attestaient de la conscience de ce cumul : pensons, pour ne citer que celle-là, à la dernière interview d'Henri Mordant sur les ondes de la RTBF, posant qu'il y aurait moins de problèmes de sécurité s'il y avait davantage de sécurité d'existence.

« Au sein des sociétés les plus riches, ce dualisme repose, pour une grande part, sur la distribution inégale du capital culturel qui, outre qu'il contribue à déterminer grandement la division du travail, constitue un instrument très puissant de sociodécision. La classe dirigeante doit sans doute son extraordinaire arrogance au fait que, étant dotée d'un très fort capital culturel, d'origine scolaire, évidemment, mais aussi non scolaire, elle se sent parfaitement justifiée d'exister comme elle existe (...). Le diplôme n'est pas seulement un titre de noblesse scolaire ; il est perçu comme une garantie d'intelligence naturelle, de don. (...)

(La nouvelle économie) peut ainsi apparaître comme une économie de l'intelligence, réservée aux gens « intelligents » (ce qui lui attire la sympathie des journalistes et des cadres « branchés »). La sociodécision prend ici la forme d'un racisme de l'intelligence. Désormais, les pauvres ne sont pas pauvres, comme au XIX^{ème} siècle, parce qu'ils sont imprévoyants, dépensiers, intempérants, etc. (...), mais parce qu'ils sont imbéciles, incapables intellectuellement, idiots. Bref, « ils n'ont que ce qu'ils méritent » scolairement »¹².

Le nouveau rôle du capital culturel n'a guère été dénoncé conjointement et réciproquement dans le monde du travail, dans la fonction publique (notamment l'enseignement) et dans les associations.

Par exemple, **la similitude entre le management moderniste (qui prive le collectif ouvrier de son pouvoir sur le sens et l'organisation du travail), l'introduction de la pédagogie par objectifs dans l'enseignement (qui prépare les jeunes au « taylorisme immatériel ») et la diffusion de la « culture de la qualité » dans les associations (qui les assimile in fine aux entreprises marchandes) n'a été que peu identifiée ; elle n'a guère donné lieu à une mobilisation sociale conjointe.**

Parfois même, l'un ou l'autre de ces éléments a été défendu comme une position « progressiste » par des associations ou des syndicats, d'où une fragmentation des luttes et un affaiblissement du contre-pouvoir.

Ces « rendez-vous manqués » ont évidemment pesé lourd dans les rapports de force et il n'est pas difficile de comprendre qu'ils ont pu et peuvent entraîner des effets cumulatifs. Il convient nous semble-t-il de voir ces occasions manquées comme l'effet d'une « domination complexe » bien difficile à contrecarrer.

LA FORCE DE LA DOMINATION COMPLEXE

Ces rendez-vous manqués ont en effet une histoire.

Il faut les relier à ce que Pierre Bourdieu qualifie de mode de domination « complexe et raffiné »¹³.

Ce mode de domination se caractérise notamment par sa capacité à inclure des raisonnements et revendications issus de la critique sociale en les retournant à son profit.

Ainsi les critiques qui ont été portées contre la société et la culture de masse dans les années soixante (rappelons-nous l'expression de Félix Guattari de « laminage des subjectivités ») ont été traduites en termes d'individualisation, de méritocratie, de « responsabilisation » individuelle, qui ont permis, dans le monde du travail, de démanteler peu à peu les dynamiques collectives et, dans le monde social, de transformer les victimes en coupables (ceux qui sont victimes des marchés étant proclamés « acteurs de leur parcours », puis « responsables de leur sort », puis coupables de leur échec) en justifiant ainsi leur privation progressive de droits.

De la même façon, les critiques de l'arbitraire patronal ont été entendues par un « management des compétences » qui a permis une instrumentalisation et une déshumanisation de la « force de travail », transformée en un stock de ressources infra-humaines.

12 P. Bourdieu, « La main invisible des puissants », *op.cit.*, pp. 50-51.

13 L. Boltanski reprendra l'expression de domination complexe dans son ouvrage *Rendre la réalité inacceptable*.

LA LOGIQUE DE L'AFFAIBLISSEMENT CUMULÉ

De telles contraintes externes ne sont pas sans effets à l'interne du camp du contre-pouvoir.

On peut ainsi observer une perte des repères, se traduisant notamment par des choix en sens opposés : face à la tendance assimilationniste de la « modernisation conservatrice » qui en appelle à une conversion générale au néo-libéralisme, les positions sont éclatées ; une partie de la gauche, en effet, a adopté la croyance que les services publics devaient être gérés comme des entreprises, et une partie des leaders associatifs suit le mouvement.

Une concurrence interne entre les services publics et les associations fait aussi des ravages. Elle produit des tendances contraires qui cumulent leurs effets. Nous pensons notamment à la propension des services publics à exiger de la part des associations une « loyauté » qui équivaut à un alignement et à une extinction de la critique (dans une logique, somme toute, de sous-traitance). Lui fait pendant, au sein du secteur associatif, une tendance au radicalisme désenchanté et démobilisé, qui constitue une perte de confiance dans le sens de l'action.

Syndicats et associations, enfin, cherchent peu à opérer des alliances. Par exemple, il y a peu de recherches qui sont menées sur le contre-pouvoir dans les organisations du contre-pouvoir.

Si un « patron » associatif (mais qu'entend-on exactement par là, notamment dans les cas d'associations subventionnées ?) occupe de fait une position de pouvoir, il est aussi supposé incarner les engagements de l'association qui sont ceux d'un contre-pouvoir. Ce double rôle n'implique-t-il pas un double rôle du côté du contre-pouvoir interne au contre-pouvoir, comme les organisations de travailleurs ? Ces doubles rôles ne devraient-ils pas conduire à des recherches d'alliances inédites ?

RENVERSER LA TENDANCE ?

Pour Pierre Bourdieu en tout cas, il était possible et nécessaire « d'inventer de nouvelles formes de luttes¹⁴ », notamment en cherchant à « unifier et à intégrer, sans annexer ni monopoliser, en travaillant à aider les individus et les organisations engagés sur ce terrain à surmonter les effets de la concurrence »¹⁵.

Tâche difficile s'il en est, puisque selon le sociologue lui-même « Le mouvement de résistance à la politique néolibérale est globalement très faible et il est affaibli par ses divisions : c'est un moteur qui dépense 80% de son énergie en chaleur, c'est-à-dire sous forme de tensions, de frictions, de conflits, etc. Et qui pourrait aller beaucoup plus vite et plus loin si... »¹⁶.

Pour Bourdieu, le raisonnement était clair : il convenait de reprendre le contrôle des institutions financières, ce qui impliquait de

« reprendre d'abord le contrôle des instances politiques. Et cela, seul un mouvement social d'envergure pourrait le faire, en entrant dans le système des instances de contrôle des forces économiques et en imposant la mise en place d'instances internationales enracinées dans un véritable mouvement populaire.

(...) Il s'agirait de constituer une force qui serait là en permanence parce qu'elle réaliserait une mobilisation permanente des gens déjà mobilisés et des organismes de mobilisation. On ne peut pas faire l'économie, si rétif que l'on soit – et Dieu sait que je le suis beaucoup – à l'égard de toute forme de délégation syndicale ou politique, on ne peut pas faire l'économie des organisations, des organisateurs et des militants professionnels des organisations »¹⁷.

14 *Op. cit.*, p. 53.

15 *Ibidem*, p. 54.

16 P. Bourdieu, *Interventions*, *op. cit.*, p. 469.

17 *Ibidem*, pp. 459 et 460.

Si cette « mobilisation par le haut » est difficile à obtenir, peut-être pourrait-on la préparer et la rendre possible par des actions locales qui impliquent une « mobilisation par le bas ». Les luttes autour du capital culturel nous paraissent toutes désignées pour jouer ce rôle.

Une lutte autour de la **confiscation du capital culturel** peut en être un exemple.

Est-il ainsi vraiment impossible de mener un combat **conjoint** entre associations et syndicats contre diverses facettes de cette confiscation comme :

- la transformation du travail social en un « encadrement soft » inspiré par l'esprit capitaliste (« tout se passe comme si un certain nombre d'agents - éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux - avaient pour fonction d'enseigner aux plus démunis (...) quelque chose comme une parodie de l'esprit capitaliste, de l'esprit d'entreprise capitaliste. On a organisé une sorte d'aide à la self-help qui est si conforme à l'idéal politique anglo-saxon »¹⁸) ;
- la technocratisation de l'enseignement et de l'éducation via des « créatures » importées du management des entreprises (pédagogie par objectifs, par projet, gestion des compétences, etc.) ;
- la délégitimation, dans le monde du travail, des logiques collectives, des formes d'organisation autonome des collectifs ouvriers, la confiscation par le management moderniste du sens du travail.

C'est peut-être en apercevant et en travaillant les similitudes entre ces formes de domination que les composantes d'un mouvement social d'envergure pourraient commencer à apprendre à dépasser leurs différences dans ce que Bourdieu appelait une invention collective des structures collectives d'invention¹⁹.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Pierre Bourdieu et la critique sociale », *Intermag.be*, [en ligne], Analyses et études RTA asbl, avril 2009, URL : www.intermag.be/123.

18 *Ibidem*, p. 459.

19 *Ibidem*, p. 469.